

# Theresa May garde le cap dans la tempête du Brexit

Tristan de Bourbon  
Correspondant à Londres

L'annonce mercredi soir que le projet d'accord sur le Brexit avec l'Union européenne (UE) obtiendrait le soutien "collectif" du cabinet ministériel britannique laissait présager une matinée de jeudi peu compliquée. Theresa May devait défendre son projet face aux Brexiteurs radicaux et à l'opposition, mais au moins aurait-elle le soutien de ses troupes, pensait-on. Erreur.

L'orage a commencé avant 8 heures du matin par l'annonce de la démission du secrétaire d'État à l'Irlande du Nord Shailesh Vara. Une heure plus tard, le ministre en charge de la sortie de l'UE Dominic Raab annonçait sa démission, suivi de la secrétaire d'État du Brexit Suella Braverman et de la ministre au Travail et aux Retraites Esther McVey. Diffusant la lettre de sa démission, Dominic Raab a motivé son choix par la "menace très réelle sur l'intégrité du Royaume-Uni" présentée par le statut accordé à l'Irlande du Nord et par le refus de "soutenir un arrangement sans limite sur le filet de sécurité (backstop), à propos duquel l'UE détiendrait un veto sur notre capacité à en sortir". Il a qualifié ce mécanisme, qui maintient pour une durée indéterminée le pays dans l'union douanière européenne, de "régime imposé de l'extérieur sans aucun contrôle démocratique" inacceptable pour n'importe quelle nation démocratique.

## Trois démissions, Theresa May ne faiblit pas

Prévenue la veille de cette démission, et après avoir eu une discussion téléphonique avec M. Raab avant son officialisation, Theresa May ne s'est pas démontée. Ni démission ni lancement d'une élection anticipée: elle est arrivée pleine d'assurance dans une Chambre des Communes bouillonnante. Elle s'est résolue à convaincre les députés de son propre camp et les indécis du Parti travailliste. Elle aura en effet besoin du vote d'au moins une trentaine de ces derniers pour atteindre les 320 bulletins requis pour faire adopter son projet de loi. "Le choix est clair: nous pouvons partir de l'UE sans ac-

*cord, prendre le risque de ne pas avoir de Brexit du tout ou choisir de nous unir et de soutenir cet accord, le meilleur accord qui puisse être négocié", a-t-elle assuré. "Un accord qui met fin à la liberté de mouvement, qui reprend le contrôle de nos frontières, de nos lois et de notre argent, qui nous apporte une zone de libre-échange sans droits de douanes pour les biens, quitte la politique agricole commune et la politique commune de la pêche, (...) honore l'intégrité de notre Royaume-Uni et apporte le Brexit en faveur duquel les Britanniques ont voté."*

Theresa May  
aura besoin du  
vote d'au moins  
une trentaine  
des députés  
travaillistes  
pour faire  
adopter son  
projet de loi.

Particulièrement remontée, la Première ministre britannique a ensuite répondu individuellement et pendant trois heures aux attaques de l'opposition et de son camp, furieux de la teneur de son accord. Elle a habilement manié la carotte et le bâton. La carotte en rassurant les inquiets: "Le filet de sécurité est aussi un souci pour l'UE: ils estiment qu'il apporte des avantages pour les entreprises au Royaume-Uni et en particulier en Irlande du Nord et ils ne voudront pas les voir persister. Ils ont autant d'intérêt que nous à ce qu'il soit temporaire." Le bâton en implorant les inquiets à rester réalistes et pragmatiques. Plutôt que de se concentrer sur "les détails de l'accord", les députés devraient donc garder en tête la nécessité d'appliquer dans un premier temps le résultat du référendum.

## Dans les coulisses du Parlement, les radicaux s'agitent

Pendant qu'elle s'escrimait aux Communes, les Brexiteurs radicaux de l'European Reform Group (ERG) discutaient dans une salle du Parlement de l'opportunité d'un vote de défiance à son égard. La faire tomber, oui, mais pour la remplacer par qui? Avec trois de ses collègues, le chouchou des membres du parti, Jacob Rees Mogg, a demandé un vote de défiance.

Mais pour qu'un tel vote ait lieu, le Comité 1922, qui rassemble les députés conservateurs non membres du gouvernement, doit avoir reçu 48 lettres demandant un vote, soit 15% du nombre de députés aux Communes. Pour que Theresa May soit renversée, il faudra ensuite que 50% des conservateurs, soit 158 députés, se prononcent contre elle. La situation demeure donc particulièrement imprévisible.

- L'accord sur le Brexit met le monde politique britannique en émoi.
- Theresa May est isolée.
- L'Union européenne, elle, a tiré le meilleur parti de la négociation.

## “L’Union européenne a préservé les intérêts de ses États membres”

Les amateurs de football britannique le savent : outre-Manche, un match peut basculer jusqu’à la toute dernière minute. Aussi est-il prématuré d’évaluer dès à présent quels sont les “vainqueurs” et les “perdants” de la négociation de dix-sept mois qui a abouti à la conclusion d’un projet d’accord de retrait du Royaume-Uni de l’Union européenne. D’autant que le contexte politique britannique volatil (lire ci-contre), laisse planer le doute sur le fait que cet accord sera ratifié. Il est cependant possible de dégager quelques enseignements.

### 1 L’Union européenne a préservé ses intérêts

L’Union ne sort pas gagnante de la négociation du Brexit, pour la bonne et simple raison qu’elle aurait préféré n’avoir jamais à la mener. “*Depuis le tout début, nous n’avons aucun doute que le Brexit ne fera que des perdants, et nos négociations ne visaient qu’à limiter les dégâts*”, a rappelé le président du Conseil européen, Donald Tusk, jeudi matin.

Il n’en reste pas moins que l’Union a eu la main du début à la fin des négociations. Elle en a fixé le déroulement et dicté le tempo. Les négociateurs n’ont que très peu dévié des lignes directrices fixées par les leaders européens. Les Vingt-sept et les institutions ont affiché une unité sans faille qui les a eux-mêmes surpris. Résultat, l’UE a obtenu gain de cause sur les droits des citoyens installés outre-Manche après le Brexit, le règlement des engagements financiers britanniques, refusé au Royaume-Uni un accès du marché intérieur à la carte... Enfin, en acceptant la solution d’un maintien temporaire du Royaume-Uni dans l’union douanière après la

période de transition, jusqu’à ce que soit réglé le problème irlandais, elle a jeté les bases des négociations de la future relation commerciale dans la direction qu’elle souhaite. “*L’Union a préservé les intérêts de ses États membres. Certains auraient souhaité que sur certains aspects, elle se montre plus dure mais tout le monde avait à l’esprit qu’il fallait que Theresa May puisse faire passer ce deal*”, commente Fabian Zuleeg, chef exécutif du think tank bruxellois European policy centre.

### 2 Les Brexiteurs, grands perdants

Pour les partisans d’un Brexit dur et rapide, le projet d’accord est une dé faite en rase campagne. Le Royaume-Uni restera étroitement lié à l’UE et pour longtemps. Sans possibilité de pouvoir s’écarter des réglementations européennes, ni de mener une politique commerciale indépendante – un de leurs arguments clés – tant que persistera l’union douanière. Enfin, l’Irlande du Nord aura bel et bien un statut différent du reste du Royaume-Uni, et devra s’aligner sur plusieurs réglementations du marché intérieur. Une dé faite pour le parti unioniste DUP, qui tenait Theresa May par la barbichette.

### 3 Theresa May : verdict en suspens.

Cent fois donnée à terre, la Première ministre britannique est toujours debout. Certes, elle a dû revenir sur des lignes rouges fixées par Londres. Certes, elle est très affaiblie politiquement en politique intérieure. Mais elle est parvenue à conclure un accord en dépit de l’adversité de son propre camp. Accord, qui plus est, qui donne une idée relativement claire

de ce que sera la future relation.

Combien de temps va-t-elle tenir encore ? Deux éléments jouent en sa faveur. La réouverture de l’accord, réclamée par ses opposants, est une chimère. “*Cet accord est le meilleur que nous pouvons obtenir, de part et d’autre, compte tenu des contraintes des deux côtés*”, a indiqué une source européenne, jeudi matin. Comprendre : c’est ça ou rien. Ensuite, si les opposants à l’accord sont nombreux – des brexiteurs durs, des remainers, des conservateurs, des travaillistes, des nationalistes écossais, le DUP – rien d’autre que cette opposition ne les unit. “*C’est pour ça que le plan de May pourrait survivre, estime M. Zuleeg. S’ils votaient contre, sur quoi pourraient-ils s’entendre ? Il n’y a pas d’alternative. Ni le no deal, ni la renégociation, ni le second référendum.*”

Olivier le Bussy

**“Nous sommes aussi préparés pour un scénario d’absence d’accord. Mais évidemment, nous sommes le mieux préparés pour un scénario d’absence de Brexit.”**

**Donald Tusk**

Président du Conseil européen